



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 19, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les États-Unis ont intensifié la pression directe sur les chefs de gangs haïtiens les 18 et 19 février 2026, en annonçant une prime d'un million de dollars du programme Rewards for Justice contre Johnson André, alias Izo, chef du gang 5 Segond, quelques jours après que celui-ci a publiquement financé des activités carnavalesques sans aucune réponse du gouvernement. Une deuxième base opérationnelle avancée pour la mission GSF-MSS est devenue opérationnelle, élargissant l'empreinte sécuritaire internationale avant le déploiement d'avril. Le panel du Circuit D.C. a entamé ses délibérations sur l'appel TPS sans délai de décision, plaçant 300 000 Haïtiens dans une incertitude juridique. La gouvernance post-Carnaval a repris avec le gouvernement Fils-Aimé signalant un budget modificatif axé sur la sécurité et les élections. Les parties prenantes doivent traiter les 72 prochaines heures comme une fenêtre critique sur les quatre domaines de risque simultanément.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Les États-Unis placent une prime fédérale d'un million de dollars sur le chef de gang Izo à compter du 18 février. La deuxième base opérationnelle avancée GSF-MSS est opérationnelle depuis le 19 février.

Les délibérations du Circuit D.C. sur le TPS sont actives sans délai ; la décision peut intervenir à tout moment.

La disponibilité des véhicules blindés de la PNH s'élève à seulement 65,5 pour cent malgré les récents ajouts à la flotte.

Le gouvernement Fils-Aimé envisage un budget modificatif avec la sécurité et les élections comme priorités déclarées.

DÉVELOPPEMENT 1: ESCALADE AMÉRICAINE : PRIME FÉDÉRALE SUR IZO ET LACUNE DE DISPONIBILITÉ DES FORCES DE SÉCURITÉ

Le programme Rewards for Justice du Département d'État américain a annoncé le 18 février 2026 une récompense pouvant atteindre un million de dollars pour toute information menant à l'arrestation ou à la condamnation de Johnson André, alias Izo, chef du gang 5 Segond. L'annonce est intervenue quelques jours après que des preuves vidéo ont montré Izo finançant ouvertement des activités carnavalesques à Village de Dieu sans aucune interdiction du gouvernement haïtien. La prime couvre également les informations relatives à l'enlèvement de mars 2023 d'un citoyen américain, pour lequel une rançon a été versée et dont le véhicule et les armes à feu du père ont été saisis par le gang. Le programme prévoit une protection par relocalisation pour les informateurs, indiquant que les États-Unis anticipent un risque personnel grave pour toute source.

Le calendrier est délibérément opérationnel. Izo est le même chef de gang responsable du massacre par drone de l'Hôpital Général du 24 décembre 2024. Son apparition publique lors du Carnaval représentait une démonstration calculée d'impunité. La transition des États-Unis de l'observation passive à l'incitation fédérale active marque la première fois qu'un chef de gang haïtien nommément désigné est formellement ciblé par une prime RFJ, représentant un changement structurel de la posture américaine de suppression des gangs plutôt qu'un ajustement tactique. La PNH recherche simultanément Izo pour meurtre, enlèvement contre rançon et possession illégale d'armes à feu.

Le même cycle de reporting a révélé que seulement 65,5 pour cent des véhicules blindés de la PNH sont

opérationnels, soit environ 12 des 35 véhicules non fonctionnels malgré les livraisons récentes de 10 véhicules blindés canadiens le 16 février et de 3 véhicules à chenilles sud-coréens le 5 février. Une deuxième base opérationnelle avancée pour la mission GSF-MSS est devenue opérationnelle le 19 février, avec des détails de localisation en attente. Le Guatemala a effectué la rotation de son contingent de 150 policiers militaires spécialisés, confirmant l'engagement continu des partenaires.

Un incident survenu lors du Carnaval dans le Nord a aggravé les préoccupations en matière de crédibilité institutionnelle : l'officier de la PNH Smith Bien Aimé, de la 31e promotion, est le principal suspect dans la mort de Ronelson Mon Cur, avec 14 arrestations au total et 5 armes à feu saisies. Cela fait suite à la déclaration du ministère de la Défense du 16 février menaçant de poursuites pour activité syndicale au sein des FAd'H. Les institutions sécuritaires d'Haïti font face simultanément à une pression externe de la part de chefs de gangs démontrant leur impunité et à des défaillances de discipline interne au moment de la tension maximale de la transition GSF.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le programme Rewards for Justice a précédemment offert des primes similaires pour les dirigeants d'organisations narco-terroristes désignées à travers l'Amérique latine, mais cela marque sa première application à un chef de gang haïtien. Le gang 5 Second contrôle un territoire critique de Port-au-Prince et a démontré des capacités d'assaut aérien et terrestre, notamment lors de l'attaque de l'Hôpital Général en décembre 2024. Les déficits d'entretien des véhicules blindés de la PNH sont un problème systémique récurrent antérieur à l'expansion actuelle de la flotte.

POINTS DE DISCUSSION

La prime d'un million de dollars sur Izo représente une escalade qualitative de la posture américaine anti-gangs au-delà des déclarations diplomatiques.

Le taux de disponibilité de 65,5 pour cent signifie que l'augmentation de la taille de la flotte ne se traduit pas proportionnellement par une capacité opérationnelle accrue.



Un officier de la PNH comme principal suspect dans un meurtre lors du Carnaval compromet directement la confiance communautaire durant une phase critique de consolidation.

La mise en service de la deuxième base avancée avant l'arrivée du GSF en avril constitue un indicateur positif de séquençage pour la mission.

La prime inclut une protection par relocalisation, signalant l'évaluation américaine selon laquelle la sécurité des informateurs à l'intérieur d'Haïti ne peut être garantie.

La suppression des syndicats des FAd'H et les manquements disciplinaires des officiers de la PNH indiquent des défaillances institutionnelles cumulatives dans les deux piliers sécuritaires.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales doivent demander les détails complets de l'alerte de sécurité de l'Ambassade américaine du 19 février et ajuster immédiatement les protocoles de déplacement du personnel.

Les planificateurs de la mission GSF doivent rendre publiquement compte du taux de disponibilité de 65,5 pour

cent dans les calendriers de capacité communiqués aux donateurs et aux gouvernements partenaires. Les entreprises opérant à Port-au-Prince doivent traiter la prime sur Izo comme un déclencheur potentiel d'activités de représailles des gangs dans les zones adjacentes et ajuster leurs protocoles de sécurité pour les 72 heures suivant l'annonce.

Les organisations diasporiques doivent informer leurs réseaux communautaires que la décision TPS peut intervenir à tout moment et s'assurer que l'infrastructure d'orientation juridique est activée.

Le BINUH et l'OEA doivent formellement documenter l'incident impliquant l'officier de la PNH lors du Carnaval du Nord dans le cadre des évaluations continues de responsabilité institutionnelle.

Le gouvernement haïtien doit aborder publiquement le déficit de disponibilité des véhicules avant l'arrivée du GSF en avril pour éviter un déficit de crédibilité concernant les engagements de réforme sécuritaire.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: DÉBUT DES DÉLIBÉRATIONS SUR LE TPS : PANEL DU CIRCUIT D.C. ACTIF SANS DÉLAI DE DÉCISION

L'échéance du 19 février 2026 pour la soumission des mémoires à la Cour d'appel du Circuit D.C. est expirée, et le panel de trois juges est désormais en délibérations actives sur l'appel relatif au Statut de Protection Temporaire couvrant plus de 300 000 Haïtiens aux États-Unis. Il n'existe aucun délai légal ou procédural pour que le panel rende sa décision ; la décision peut être rendue à tout moment à partir du 19 février. La phase de délibération est par nature non publique, et aucun signal concernant le calendrier ou la direction n'a été divulgué.

Le paysage juridique est conflictuel. Une récente décision du Circuit D.C. a permis la résiliation du TPS pour les ressortissants nicaraguayens, honduriens et népalais, établissant un précédent que l'administration actuelle a cité comme applicable à la population haïtienne sous TPS. La coalition de 18 procureurs généraux d'États menée par la procureure générale de New York Letitia James a soutenu que la résiliation séparerait des familles, endommagerait les économies des États, réduirait les effectifs des secteurs de la santé et de l'éducation, et nuirait à l'infrastructure de santé publique. Le directeur de l'IRC pour Haïti, Mwiti Mungania, a fourni un ancrage opérationnel : les déportés feraient face à un chevauchement de violence, de déplacement et de faim, et seraient des cibles particulièrement attractives pour les gangs en raison de leur richesse perçue à leur retour.

Les enjeux macroéconomiques pour Haïti sont directs. Les envois de fonds de la diaspora constituent environ 25 pour cent du PIB haïtien. Un événement de déportation massive superposé aux 525 000 personnes déjà expulsées de la République Dominicaine depuis octobre 2025 créerait simultanément un effondrement des entrées de fonds et une vague de migration de retour vers un pays où 90 pour cent de la capitale est sous contrôle de gangs et où l'inflation alimentaire dépasse 35 pour cent. Une personne sur 10 parmi les 11 millions d'habitants d'Haïti est déjà déplacée en interne.

Pour la planification opérationnelle, les parties prenantes doivent traiter la décision TPS comme un événement à risque asymétrique : faible probabilité quotidienne mais magnitude de conséquences extrême. La décision peut

apparaître dans les systèmes de notification juridique sans avertissement préalable. Les organisations au service des communautés diasporiques haïtiennes ou dépendant des réseaux de main-d'œuvre haïtienne doivent avoir des protocoles de réponse activés maintenant plutôt qu'à l'émission de la décision.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le TPS pour Haïti a été initialement désigné à la suite du tremblement de terre de janvier 2010 et a été renouvelé et contesté sous plusieurs administrations. La bataille juridique actuelle remonte à l'annonce de résiliation de l'administration Trump en 2018, qui fait l'objet d'un contentieux continu depuis lors. Le précédent établi par les décisions du Circuit D.C. concernant le Nicaragua, le Honduras et le Népal représente la menace juridique la plus directe contre le TPS haïtien dans l'histoire du programme.

POINTS DE DISCUSSION

La décision peut arriver à tout moment sans préavis ; les organisations doivent avoir leur infrastructure de réponse en place aujourd'hui.

Le précédent de résiliation du TPS Nicaragua-Honduras-Népal est le facteur de risque juridique le plus significatif pour le dossier haïtien.

La déportation massive aggraverait la vague de déportations de la RD, créant une crise de migration de retour à double source.

Le risque d'effondrement des envois de fonds lié à la résiliation du TPS représente une menace macroéconomique existentielle pour l'économie déjà fragile d'Haïti.

La coalition des 18 procureurs généraux offre une couverture politique mais ne dispose d'aucun mécanisme procédural pour retarder une décision du panel.

L'évaluation opérationnelle de l'IRC confirme que les déportés font face à un risque immédiat de ciblage par les gangs à leur retour.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations d'aide juridique de la diaspora haïtienne doivent activer dès maintenant des protocoles d'accueil d'urgence pour répondre à la demande immédiate post-décision quel que soit le sens de celle-ci.

Les organisations internationales doivent commencer à modéliser des plans de réponse humanitaire à double scénario pour les issues de continuation et de résiliation du TPS.

Les entités du secteur privé employant des détenteurs de TPS haïtiens doivent consulter des conseillers juridiques sur les implications de chaque scénario de décision en matière d'autorisation d'emploi.

Le gouvernement haïtien et le CPT doivent communiquer formellement au Circuit D.C. par voie diplomatique les conditions opérationnelles attendant toute population de déportés.

La surveillance des envois de fonds de la diaspora doit être élevée à une fréquence de suivi hebdomadaire compte tenu de la proximité de la décision.

Les parties prenantes de la CARICOM et de l'Assemblée parlementaire Caraïbe-UE doivent formellement intégrer le risque de décision TPS dans leurs cadres de soutien à la transition haïtienne.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3: REDÉMARRAGE FISCAL : SIGNAUX DU BUDGET MODIFICATIF ET INFRASTRUCTURE SANITAIRE DE LA GONÂVE

Les opérations gouvernementales ont repris le 19 février 2026, à la suite de la pause carnavalesque du 16 au 18 février. Le gouvernement Fils-Aimé envisage activement l'adoption d'un budget modificatif, avec la sécurité et les élections identifiées comme les deux priorités principales. Cela représente le premier signal de politique fiscale substantiel depuis que Fils-Aimé a assumé le poste de Premier ministre et répond directement au déficit structurel du financement électoral haïtien, estimé à 137 millions de dollars. Aucun chiffre d'allocation spécifique ni calendrier pour l'adoption du budget modificatif n'ont été divulgués.

Le signal du budget modificatif est stratégiquement significatif pour trois raisons. Premièrement, il reconnaît que le budget actuel est structurellement incapable d'absorber à la fois les coûts de soutien à la transition du GSF et le calendrier électoral complet. Deuxièmement, en désignant la sécurité et les élections comme priorités coégales, le gouvernement signale aux partenaires internationaux qu'il est aligné opérationnellement sur les cadres de conditionnalité attachés au soutien multilatéral. Troisièmement, le calendrier immédiatement après le Carnaval positionne le budget modificatif comme le premier test de gouvernance du gouvernement Fils-Aimé : son adoption et son contenu révéleront si l'administration dispose des relations législatives et de la capacité technique nécessaires pour exécuter un instrument fiscal complexe sous pression politique.

Simultanément, le ministère de la Santé Publique a annoncé la réouverture de sept centres de santé publique, d'un hôpital communautaire de référence et d'un centre de transfusion sanguine sur l'île de la Gonâve, à la suite de la visite du ministre de la Santé Dr Bertrand Sinal en janvier-février. Les établissements deviendront opérationnels par phases, avec une pleine capacité prévue dans les semaines à venir. Les livraisons d'équipements médicaux se poursuivent et le processus de recrutement du personnel est actif. L'île de la Gonâve a une population d'environ 100 000 habitants et a été chroniquement mal desservie par les infrastructures de santé publique.

Les réouvertures sur l'île de la Gonâve constituent la première expansion significative des services de santé signalée pendant la période du gouvernement Fils-Aimé et servent de preuve de concept pour la prestation de gouvernance hors de Port-au-Prince. Pour les organisations internationales évaluant si le gouvernement de transition peut exécuter des fonctions de base au-delà de la capitale, il s'agit d'un point de données positif. Cela s'aligne également avec l'appel de l'Assemblée parlementaire Caraïbe-UE à une sécurité multidimensionnelle, qui incluait explicitement la sécurité sanitaire comme composante de la stabilisation haïtienne.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les budgets modificatifs en Haïti ont historiquement nécessité des négociations exécutives-législatives et ont souvent stagné durant les périodes d'instabilité politique. Le dernier exercice majeur de budget modificatif s'est produit dans des conditions de stress institutionnel comparable. Le déficit sanitaire de l'île de la Gonâve est

antérieur à la crise actuelle de plusieurs décennies ; l'île manque de soins spécialisés permanents et a presque entièrement dépendu des missions médicales des ONG pour les procédures avancées.

POINTS DE DISCUSSION

Le budget modificatif constitue le premier test fiscal de la capacité de gouvernance et de gestion de coalition du gouvernement Fils-Aimé.

Désigner les élections comme priorité budgétaire coégale avec la sécurité signale l'alignement sur les cadres de conditionnalité internationaux.

Les réouvertures des établissements de santé sur la Gonâve démontrent la capacité du gouvernement à fournir des services aux populations hors de Port-au-Prince, signal critique de légitimité.

Le déficit de financement électoral de 137 millions de dollars demeure la contrainte centrale du calendrier opérationnel du CEP.

Les donateurs internationaux doivent traiter l'adoption du budget modificatif comme un référentiel de gouvernance clé et ajuster leurs cadres de soutien en conséquence.

Le modèle de réouverture par phases à la Gonâve fournit un modèle reproductible pour la restauration des services de santé dans d'autres régions mal desservies.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux doivent formellement lier l'adoption du budget modificatif et la transparence des allocations aux décisions de décaissement des prochaines tranches.

Le CEP doit utiliser le processus du budget modificatif comme moment pour spécifier publiquement les exigences de financement électoral minimales viables.

Les ONG opérant sur l'île de la Gonâve doivent coordonner avec le ministère de la Santé Publique l'activation par phases des établissements pour éviter les doublons et les lacunes de service.

Le BINUH et l'OCHA doivent incorporer les réouvertures de santé sur la Gonâve dans leurs rapports publics comme preuve de capacité de gouvernance hors de la capitale.

Les équipes d'intelligence économique doivent surveiller l'allocation sécuritaire spécifique du budget modificatif pour évaluer si le financement de la PNH et des FAd'H est suffisant pour soutenir la transition du GSF.



Le gouvernement haïtien doit publier le cadre du budget modificatif publiquement avant soumission pour maximiser la confiance des donateurs internationaux.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 4: ASSEMBLÉE CARAÏBE-UE ET RISQUE INFRASTRUCTUREL : CADRE MULTILATÉRAL ET DANGER CIVIL

La première session plénière de l'Assemblée parlementaire Caraïbe-UE s'est conclue à Antigua-et-Barbuda le 18 février 2026, adoptant des recommandations formelles sur Haïti adressées au Conseil des ministres Caraïbe-UE. Les membres ont renouvelé leur fort soutien à une solution politique dirigée par les Haïtiens et ont souligné le besoin urgent de lutter contre l'insécurité et de soulager la crise humanitaire pressante. L'Assemblée a adopté cinq domaines de priorité stratégique, parmi lesquels Haïti a été explicitement nommée aux côtés de la résilience climatique, du commerce et de l'investissement, de la criminalité transnationale organisée et de l'intégrité territoriale. Le Premier ministre antiguanais Gaston Browne a déclaré que le contrôle de la situation sécuritaire est un préalable à des élections libres et équitables et a appelé le soutien de l'UE à s'étendre à la sécurité alimentaire, énergétique, sanitaire et contre la criminalité transnationale. L'Assemblée a proposé un mécanisme consultatif permanent se réunissant au minimum deux fois par an pour des positions coordonnées Caraïbe-UE sur les priorités communes.

Les recommandations Caraïbe-UE fournissent un nouvel instrument de plaidoyer multilatéral à un moment où le cadre onusien existant fait face à des pressions de renouvellement et où les États-Unis passent des outils d'intervention multilatéraux aux outils bilatéraux. La proposition d'un mécanisme consultatif permanent est structurellement significative : si adoptée par le Conseil des ministres, elle institutionnaliserait la coordination Caraïbe-UE sur Haïti au-delà du mode actuel de réponse de crise ad hoc. Pour le gouvernement de transition haïtien, la reconnaissance par la Caraïbe-UE de son programme de réforme fournit une légitimité externe qui réduit la dépendance à l'égard d'un seul patron bilatéral.

Le 19 février, un câble électrique haute tension a rompu dans un marché public à Pétion-Ville, tuant une personne et en hospitalisant cinq. L'officier judiciaire local Eno René Louis a confirmé l'incident à Reuters. L'incident est directement parallèle à l'électrocution lors du Carnaval de 2015 qui a tué 16 personnes, également causée par une défaillance de l'infrastructure de l'Électricité d'Haïti. Le réseau électrique d'EDH à Port-au-Prince fonctionne sans financement d'entretien adéquat, et les câbles haute tension dans les espaces commerciaux et publics représentent un danger civil actif et récurrent.

La République Dominicaine a signalé une hausse des volumes d'exportation vers Haïti en janvier 2026, indiquant que les flux commerciaux transfrontaliers continuent de s'élargir même si la crise humanitaire et de déportation à la frontière bilatérale s'intensifie. Ce paradoxe apparent, la coexistence de conditions de droits de l'homme en détérioration avec des flux commerciaux croissants, reflète l'interdépendance économique structurelle entre les deux pays qui opère indépendamment des conditions politiques.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'Assemblée parlementaire Caraïbe-UE est un mécanisme institutionnel relativement récent ; l'adoption de recommandations formelles sur Haïti marque une expansion qualitative de sa portée opérationnelle. EDH a fait face à un sous-financement chronique depuis la période post-séisme, et la détérioration de l'infrastructure électrique s'est accélérée à mesure que le contrôle des gangs sur Port-au-Prince a perturbé les opérations de maintenance. Le commerce dominico-haïtien s'est historiquement révélé résilient aux tensions politiques bilatérales, remontant à la période des fermetures frontalières de l'ère Duvalier.

POINTS DE DISCUSSION

Les recommandations de l'Assemblée parlementaire Caraïbe-UE élèvent Haïti au statut de priorité formelle dans

un cadre multilatéral incluant les ressources institutionnelles de l'UE.

La proposition de mécanisme consultatif permanent, si adoptée, institutionnaliserait l'engagement Caraïbe-UE sur Haïti au-delà de la réponse de crise.

L'électrocution à Pétion-Ville n'est pas un incident isolé mais un symptôme de la défaillance systémique de l'infrastructure d'EDH constituant un risque civil continu.

La croissance des exportations dominicaines vers Haïti en janvier 2026 confirme le découplage commerce-politique au niveau bilatéral.

Le précédent de l'électrocution lors du Carnaval de 2015 démontre que les défaillances de l'infrastructure d'EDH sont prévisibles et récurrentes sans investissement structurel.

L'engagement Caraïbe-UE fournit au gouvernement haïtien un canal de légitimité multilatérale supplémentaire distinct du cadre américano-onusien.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le gouvernement haïtien et EDH doivent commander un audit d'urgence des conditions des câbles haute tension dans les marchés publics et les zones commerciales de Port-au-Prince et des principaux centres urbains.

Les donateurs internationaux engagés dans le soutien aux infrastructures doivent évaluer la sécurité électrique d'EDH comme une priorité de protection humanitaire et non uniquement comme une préoccupation de développement économique.

Le Conseil des ministres Caraïbe-UE doit formellement adopter la proposition de mécanisme consultatif permanent lors de sa prochaine session pour ancrer la continuité institutionnelle sur Haïti.

Les entreprises ayant des opérations en Haïti doivent ajouter les défaillances d'infrastructure électrique à leurs évaluations de risques sur site pour les installations commerciales de marché et en plein air.

Le secrétariat de la CARICOM doit formellement incorporer les recommandations de l'Assemblée parlementaire Caraïbe-UE sur Haïti dans son prochain engagement bilatéral avec le CPT.

Les équipes d'intelligence commerciale suivant le commerce dominico-haïtien doivent étendre leur surveillance pour inclure les flux du secteur informel transfrontalier, qui dépassent généralement les volumes commerciaux formels.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La décision du Circuit D.C. sur le TPS peut intervenir à tout moment ; le déclencheur est le consensus du panel ; la direction est binaire et la conséquence est immédiate pour 300 000 Haïtiens et l'économie des envois de fonds d'Haïti. L'alerte de sécurité de l'Ambassade américaine émise le 19 février nécessite un examen complet de son contenu ; le déclencheur est toute restriction de déplacement du personnel ; le risque est une escalade de

l'activité des gangs post-Carnaval. L'annonce de la prime sur Izo pourrait déclencher des représailles des gangs dans les zones contrôlées par le 5 Second ; le déclencheur est tout incident armé à Village de Dieu ou dans les zones adjacentes ; le risque est des attaques ciblées contre des réseaux d'informateurs perçus.

CETTE SEMAINE



Le cadre du budget modificatif devrait prendre forme lors des premières sessions gouvernementales post-Carnaval ; le déclencheur est toute soumission exécutive à l'organe législatif ; la direction est soit vers un package de financement électoral crédible, soit vers un retard qui accélère le dérapage du calendrier du CEP. Les détails de localisation et de capacités de la deuxième base avancée devraient devenir disponibles ; le déclencheur est toute divulgation officielle de la MSS ou du BINUH ; le risque est que l'opacité opérationnelle compromette la confiance des donateurs. Le déficit de disponibilité des véhicules de la PNH doit être résolu avant l'arrivée du GSF en avril ; le déclencheur est toute déclaration du ministère de l'Intérieur ou de la PNH sur les contrats de maintenance ; le risque est que les métriques d'expansion de la flotte dissimulent un plateau de capacité.

HORIZON STRATÉGIQUE

La réponse du Conseil des ministres Caraïbe-UE aux recommandations de l'Assemblée parlementaire sur Haïti déterminera si le cadre multilatéral se développe ou stagne ; le déclencheur est la prochaine session programmée du Conseil ; la direction est soit vers un engagement institutionnalisé, soit vers un retour à la réponse de crise ad hoc. Le déploiement du GSF en avril demeure l'ancre dominante du calendrier sécuritaire ; le déclencheur est tout écart par rapport au calendrier d'avril annoncé par le Kenya ou le BINUH ; le risque est qu'un retard effondre l'élan actuel de réforme sécuritaire avant qu'il se consolide. L'expiration du mandat du CPT le 7 février 2027 demeure l'échéance politique ferme régissant toute la planification de la transition ; tout dérapage électoral s'étendant au-delà de cette date déclenche une crise de légitimité constitutionnelle sans mécanisme de résolution établi.

SOURCES PRIMAIRES

1. Haïti Libre -- Zapping 19 février 2026 : gouvernement post-Carnaval, budget modificatif, violence nord, santé Gonâve -- haitilibre.com
2. iciHaïti -- Rewards for Justice américain : 1 million USD pour Izo, 2e base opérationnelle avancée, alerte ambassade américaine -- icihaiti.com
3. Haïti24 -- Programme Rewards for Justice : récompense d'un million pour Izo -- haiti24.com
4. Vant Bèf Info -- Annonce américaine de récompense contre Johnson André alias Izo -- vantbefinfo.com
5. Diario ECO (République Dominicaine) -- Détails complets de la prime Izo incluant l'affaire d'enlèvement de 2023 -- diarioeco.com.do
6. The Star (Kenya) -- Confirmation de la prime américaine d'un million sur Izo -- the-star.co.ke
7. Reuters -- Électrocution au marché de Pétiion-Ville : 1 mort, 5 hospitalisés, confirmation judiciaire -- reuters.com
8. El País -- Analyse complète des délibérations du Circuit D.C. sur le TPS : implications pour Haïti (19 février 2026) -- elpais.com
9. JD Supra -- Chronologie du contentieux TPS : échéance du 19 février ; panel désormais en délibération --

jdsupra.com

10. SEAE (Service européen pour l'action extérieure) -- Communiqué de la première Assemblée parlementaire Caraïbe-UE, Antigua-et-Barbuda (18 février 2026) -- eeas.europa.eu

11. De Ultimo Minuto -- Discours du Premier ministre Browne ; soutien caribéen à Haïti -- deultimominuto.com

12. Haïti Libre -- Couverture de l'Assemblée parlementaire Caraïbe-UE et recommandations sur Haïti -- haitilibre.com

13. Ambassade des États-Unis en Haïti -- Archive des alertes de sécurité ; conseils de voyage niveau 4 -- ht.usembassy.gov

14. iciHaïti -- Taux de disponibilité des véhicules blindés de la PNH : 65,5 pour cent opérationnels -- icihaiti.com

15. iciHaïti -- Rotation des troupes guatémaltèques ; exportations de la République Dominicaine vers Haïti en hausse (janvier 2026) -- icihaiti.com